

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 février 2024

**RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT ET INDEMNISATION DES VICTIMES DU CHLORDÉCONE
- (N° 2206)**

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 21

présenté par

M. Colombani, M. Serva, M. Mathiasin, M. Panifous, M. Acquaviva, Mme Bassire,
M. Guy Bricout, M. Jean-Louis Bricout, M. Castellani, M. de Courson, Mme Descamps,
M. Favennec-Bécot, Mme Froger, M. Lenormand, M. Molac, M. Morel-À-L'Huissier,
M. Naegelen, M. Pancher, M. Saint-Huile, M. Taupiac, M. Warsmann et Mme Youssouffa

ARTICLE PREMIER

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Elle s'assigne également pour objectif l'amélioration de la prévention sanitaire des populations de
Guadeloupe et de Martinique. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à d'aboutir à terme à une meilleure prévention sanitaire des populations de Guadeloupe et de Martinique.

La prévention du cancer de la prostate pourrait notamment passer par un dépistage systématique à partir de 45 ans de ces populations. Mais d'autres effets néfastes sur la santé sont documentés (développement de l'embryon ...) et pourraient être mieux anticipés.

Il s'agit d'ajouter un axe supplémentaire au présent texte : en plus de la dépollution des eaux et des terres, et l'indemnisation des victimes, il s'agit de prévoir un volet sanitaire avec l'accent sur les effets néfastes sur la santé des populations.

Le lien entre le cancer de la prostate et une surexposition au chlordécone a bel et bien été établi. Les Antilles françaises ont notamment le plus haut taux d'incidence annuel de cancer de la prostate, plus de deux fois supérieure à la moyenne de l'Hexagone.

Ainsi, un dépistage organisé chez les hommes de plus de 45 ans pourrait permettre une meilleure prévention, et une prise en charge précoce ; à l'instar du programme national de dépistage du cancer colorectal.